Burundi : en février, François Hollande avait alerté Pierre Nkurunziza

RFI, 8 août 2016 De nouvelles manifestations contre la France et les Nations unies ont eu lieu ce week-end au Burundi à l'initiative du gouvernement, comme la semaine précédente à Bujumbura. Les autorités rejettent la résolution prévoyant l'envoi de policiers de l'ONU au Burundi. Depuis des mois, la communauté internationale tente d'apaiser la crise, née de la candidature et de la réélection contestée de Pierre Nkurunziza. On vient d'apprendre que le président français a écrit directement au chef de l'Etat burundais en février dernier.

A l'époque, les visites diplomatiques s'enchaînaient au Burundi pour tenter d'obtenir un dialogue. C'est également le message de la lettre que François Hollande a envoyé à Pierre Nkurunziza le 22 février 2016. Une lettre qui n'a jamais été rendue publique mais dont RFI a pu prendre connaissance. Dans ce courrier, le président français fait part de sa très grande inquiétude concernant la multiplication des actions violentes au Burundi, le trop grand nombre de victimes et le mouvement de réfugiés qu'ils provoquent. Cela risque d'entraîner le Burundi dans la crise économique, avertit-il. Pour François Hollande, ce sont dix ans de progrès qui risquent d'être mis à bas. Pour l'éviter, le président français ne voit qu'une solution : le dialogue. Le chef de l'Etat français précise que toutes les sensibilités politiques doivent y participer. Selon lui, un dialogue doit être lancé sans condition à l'extérieur du Burundi et en présence d'institutions régionales et internationales comme la Communauté des Etats d'Afrique de l'est, l'Union africaine ou encore les Nations unies. Il est encore temps de ramener davantage de confiance, écrit François Hollande, mais pour cela il faut des mesures fortes : la libération des personnalités politiques et des journalistes emprisonnés ainsi que la réouverture de médias indépendants. Il faut aussi que le chef de l'Etat burundais accepte le déploiement d'observateurs. A défaut, ajoute le président français, il n'y aura pas d'autre choix que de se faire plus pressant. Dans cette lettre, François Hollande rappelle d'ailleurs que des sanctions individuelles ont déjà été prises, que certains programmes de coopération ont été suspendus, notamment dans le secteur de la sécurité. Un avertissement resté sans effet. Le président Nkurunziza n'a jamais répondu au courrier de François Hollande, le dialogue est toujours au point mort et les observateurs de l'Union africaine ne sont toujours pas déployés au Burundi.